

Il a lancé son slogan de campagne pour les législatives

Le RCD veut un “Nouveau départ pour l’Algérie”

© D.R.



C’est sous le slogan un “Nouveau départ pour l’Algérie” que le Rassemblement pour la culture et la démocratie a décidé d’entrer dans l’arène des législatives du 4 mai prochain, appelant à la mobilisation générale des citoyens pour, explique-t-il, “faire sortir le pays de l’impasse dans laquelle l’ont mené les gouvernants issus des partis de la fraude et de la corruption”. Dans une tribune publiée, hier, sur les réseaux sociaux, le président du RCD a cerné les grandes lignes de ce que sera le programme électoral des candidats du parti à la députation, convaincu qu’il est de “l’opportunité et de l’urgence de donner un nouveau départ à l’Algérie”. “Oui, il faut susciter, semer et structurer l’espoir parce qu’il s’agit de sauver notre pays de l’abîme. Il s’agit de l’avenir de nos enfants”, tonne le RCD qui considère qu’il “n’y a pas de situations désespérées”.

Engagé pleinement dans la bataille des législatives, le parti de Mohcine Belabbas, qui affirme se mobiliser pour faire échec au discours du pouvoir et de ses relais, appelle, ainsi à combattre “le pessimisme ambiant et le désespoir semés et nourris par un régime en mal de légitimité”. “Le carburant du régime est le renoncement. Nous devons cesser de dire que l’action militante est vaine et que c’est perdu d’avance : les batailles perdues sont celles qui n’ont pas été engagées. Nous devons combattre le discours du pouvoir, et de ses relais médiatiques, qui proclame qu’il ne sert à rien d’aller voter ou qu’il ne sert à rien de s’impliquer et de surveiller les élections”, martèle le RCD qui considère que “le statu quo ne profite qu’au pouvoir dans sa démarche de rapine et de violation des lois qu’il a lui-même écrites”.

Et si le parti tente de maintenir l’espoir d’une remobilisation des énergies pour un avenir meilleur, le constat qu’il dresse de la situation générale du pays reste implacable et sans concession, résultat, relève-t-il, du “mensonge d’État” et de “l’absence de transparence”. Épargne nationale atrophiée car affectée à la distribution des privilèges au lieu de financer la croissance, productivité du travail parmi les plus faibles au monde, appareil de formation qui voit ses performances périlcliter au point où la maîtrise des technologies et des langues a cessé d’être à l’ordre du jour, insécurité qui s’étend à tous les domaines, aggravation des disparités des revenus.

Ce sont là quelques-unes des tares qui collent à l'économie nationale recensées par le parti qui juge qu'un tel délitement "impose des solutions audacieuses, fermes et volontaristes".

Pour le RCD, seule la rente pétrolière "a pu voiler dans bien des circonstances les conséquences néfastes de la régression économique et de l'absence d'un projet de développement pour le pays", estimant que la chute actuelle des prix des hydrocarbures a révélé l'ampleur des déficiences et le contenu "cosmétique" des prétendues réformes annoncées.

Malgré ces difficultés, le RCD estime qu'il est toujours possible de prendre le bon cap, de se ressaisir et d'entreprendre les changements salvateurs que requiert la situation. "Car, poursuit-il, faute d'une mue rapide, c'est tout le pays qui va sombrer dans le chaos." Selon le parti, cette mue aura pour support la mobilisation de l'ensemble des potentialités socioéconomiques du pays, un planning rigoureux des opérations concrètes et un contrôle des états d'avancement à tous les niveaux. Pour le RCD, l'ambition première est de "libérer l'individu grâce à une citoyenneté pleine et entière matérialisée par l'égalité en droits et la promotion des libertés publiques et d'organisation". Tout comme il s'agit de redynamiser l'activité économique, en particulier, dans l'industrie, l'agriculture, l'énergie et le tourisme avec ses pendants qui sont la promotion de la culture et de l'artisanat. Le parti insiste, enfin, sur la nécessité de bâtir "une école qui éveille les consciences, un enseignement ouvert sur la modernité, un système de formation qui assure une qualification à tous les jeunes de notre pays et un système de santé où l'accès à des soins de qualité est garanti pour tous".

H. Saidani